L'ELECTION PRESIDENTIELLE EN FRANCE

Une guerre de mouvement gagnée par la droite dure

mardi 22 mai 2007, par [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2007).

Article écrit pour le périodique allemand Soz.

Sommaire

- [Une droite néo-conservatrice](#)
- [Une gauche attendue, mais pas](#)
- [Guerre de mouvement](#)
- [Refondation](#)

Avec 53% des voix au deuxième tour de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy remporte magistralement l'élection qu'il a préparé depuis si longtemps, et inflige une lourde défaite politique à la gauche et au monde du travail. Jamais d'ailleurs, une campagne électorale n'aura duré aussi longtemps, quasiment depuis l'année 2002 qui avait vu la gauche éliminée du premier tour au profit d'un duel Chirac-Le Pen (droite gaulliste contre extrême droite), qui a profondément marqué les consciences populaires.

Une droite néo-conservatrice sur le modèle Bush

Beaucoup de commentateurs nomment cette victoire de Sarkozy le triomphe d'une « droite décomplexée », qui ose afficher ses valeurs réactionnaires, qui a même lancé des signes importants de ralliement au modèle Bush (poignée de main à la Maison Blanche à l'automne 2006), qui a réussi une synthèse entre le libéralisme classique et une partie importante du projet autoritaire porté par le Front national (identité nationale, thèmes sécuritaires, réflexes racistes, ordre brutal contre les immigrés et les jeunes), qui affiche même ouvertement qu'elle tourne la page de mai 1968. Mais en même temps qu'il tente de tuer les références progressistes qui ont porté la gauche politique depuis une quarantaine d'années, le nouveau président n'a pas hésité à brouiller les cartes, et à reprendre sur son étendard les symboles de l'histoire du mouvement ouvrier, saluant dans ses meeting la mémoire de Jaurès (un des fondateurs du Parti socialiste au début du 20^e siècle), ou de Léon Blum, dirigeant du PS et président du Conseil des ministres au moment du Front populaire en 1936, gouvernement qui, sous la pression de la grève générale, a instauré les congés payés et la loi des 40 heures. Sarkozy a même déclaré : « *Les congés payés, c'est de droite ? de gauche ? Non, c'est un acquis social* ». Mais c'est le même Sarkozy qui mène une guerre ouverte, avec l'aide du patronat, contre les 35 heures (une loi très peu protectrice pour les conditions de travail en généralisant la flexibilité et donc peu soutenue par les salariés les plus exploités) mises en place en 1999-2000 !

Avec également la mise en avant du thème de la « valeur-travail » (« *il faut travailler plus pour gagner plus* », « *la France n'est pas un parc de loisirs* »), et du soutien démagogique aux Français

« *qui se lèvent tôt* », à ceux que la vie « *a brisé* », ou qui sont victimes des « *délocalisations* », Sarkozy a fait un rapt sur les valeurs traditionnellement portées par la gauche, pour bien montrer que cette gauche n'avait plus de conviction, plus de projet, plus de passé, et donc aucun avenir. C'est par ce mélange libéral-populiste que le candidat dit de la « *rupture* » (alors qu'il gouverne depuis 5 ans !) veut redonner à la droite l'assise populaire qui lui faisait défaut depuis longtemps (fin du gaullisme).

Une gauche attendue, mais pas à la hauteur

La gauche a perdu une élection qui pouvait apparaître « imperdable » (impossible à perdre), comme le disent certains analystes. En effet, la séquence politique et sociale en France depuis 1995 est celle d'un refus du libéralisme dans les faits et dans les luttes (grèves de 1995 des services publics, grèves de 2003 contre la réforme des retraites), dans l'opinion publique (fort soutien des mouvements sociaux dans les indicateurs d'opinion), et même dans les élections politiques ces dernières années.

La gauche n'était pas au deuxième tour des élections en 2002 parce que son bilan a fortement déçu et démobilisé son électorat, qui s'était abstenu au premier tour, permettant au Front national d'accéder au deuxième tour à quelque centaines de milliers de voix près. Mais la base électorale de J. Chirac en 2002 était très réduite (moins de 20% au premier tour), et son gouvernement avait d'étroites marges de manœuvre. La suite l'a montré.

Dès 2003, les luttes sociales reprenaient (grandes journées de grèves sur les retraites). En 2004, la droite enregistre une défaite cuisante aux élections régionales et européennes : 21 régions sur 22 passent à gauche. Et en 2005, la même droite libérale (ainsi que l'appareil du PS) enregistre la baffe du NON très majoritaire au référendum sur le traité constitutionnel. Dans ce nom composite, le « non de gauche » ou venant de la gauche, était cependant majoritaire.

Le peuple de gauche, et plus généralement une partie importante de la population et de la jeunesse ne voulaient plus de cette politique et de ce gouvernement anti-social. La jeunesse s'est d'ailleurs massivement mobilisée en 2006, avec un très fort soutien des salariés, et elle a été victorieuse contre un contrat d'aggravation de la précarité : le Contrat première embauche (CPE). Cette lutte a d'ailleurs provoqué une crise politique aiguë, qui aurait pu déboucher sur une démission du Premier ministre (D. de Villepin, qui avait caressé l'espoir de concurrencer Sarkozy à droite).

Guerre de mouvement

Alors pourquoi la gauche a-t-elle quand même perdu ? Notre hypothèse est que cette élection est, plus que le simple reflet passif d'une situation, le résultat d'une bataille politique au grand jour, qui a pris à témoin la population attentive, l'électorat mobilisé. Elle a été une guerre de mouvement (Sarkozy est même allé puisé ses références en effet chez Gramsci), où la capacité d'initiative et de réhabilitation de l'action politique a compté énormément.

L'électorat s'est en effet massivement mobilisé pour trouver une « solution politique » à la crise, dans le contexte d'une gauche déboussolée dans ses repères, et en même temps d'un refus populaire du libéralisme concret. Cette participation massive est allée à l'inverse de tout ce qui se passait depuis une vingtaine d'années, où l'on notait une prise de distance avec les élections et beaucoup d'abstentions. Depuis 2004, ce phénomène est enrayé et pour 2007, le mouvement de retour aux urnes est spectaculaire : plus de 8 millions d'électeurs supplémentaires ont participé. On passe de 28,5 millions d'électeurs au premier tour à 36,4 millions (soit 83,7%, et 84 % au deuxième tour, le

record historique remonte à 1974 avec 87%). Cette participation se voyait nettement dans la campagne qui a passionné la population, autant que sur le traité constitutionnel. Les citoyens discutaient politique partout : lieux de travail, cantines, dans la rue, dans les files d'attente, etc. Les meetings des candidats étaient en général bondés, de la droite à l'extrême-gauche. Ceux de Olivier Besancenot ont souvent doublé ou triplé par rapport à 2002.

Dans cette campagne passionnée et mobile, il y a eu des mouvements massifs de transferts de voix, comme si le pays cherchait une solution nouvelle. Plus de 4 millions d'électeurs ont changé leur vote entre 2002 et 2007. Cette mobilité s'est opérée au profit de trois offres politiques : N.Sarkozy (droite UMP), S. Royal (PS) et F. Bayrou (UDF, droite modérée).

N. Sarkozy a fait très tôt le plein des voix de droite, puis a capté, phénomène inédit depuis la montée du FN en France, une partie importante de l'extrême-droite. Il a réussi à s'imposer, pour les plus fragiles et les plus déboussolés sur le plan politique, comme l'homme qui rassure, par un positionnement d'ordre. Dès le premier tour, il attire plus d'un million d'électeurs de Le Pen de 2002 (celui-ci passe de 16,86% en 2002 à 10,44%). Au deuxième tour, il attire plus de 63% de l'électorat Le Pen, alors que celui-ci appelait à l'abstention. Sur le plan sociologique, Sarkozy capte l'électorat le plus âgé, la petite bourgeoisie, et les campagnes, mais aussi une partie importante du salariat du secteur privé sans tradition d'organisation et insécurisé par la mondialisation capitaliste.

Ségolène Royal, candidate « atypique » du Parti socialiste, gagne 4,8 millions de voix par rapport à Jospin en 2002. Ayant battu le Premier ministre Raffarin en 2004 dans sa région, elle est apparue comme une candidate de renouvellement possible du personnel politique totalement usé de la direction du PS. Mais elle a choisi de se placer très vite très à droite des thèmes de la gauche, reprenant et valorisant du même coup les « valeurs » d'ordre, le blairisme, etc, bref, tout ce que Sarkozy martelait depuis 2002. Simultanément, elle a recyclé la thématique de la « démocratie participative », fortement édulcorée, qui a pu faire croire à une modernisation de l'action politique. Elle a donc réellement réussi à capter dès le premier tour une partie importante des voix potentielles d'une gauche anti-libérale éclatée, et qui, sans adhérer à son programme copiant le logiciel sarkoziste, faisait le calcul qu'il fallait lui donner la chance d'être au second tour, pour ne pas renouveler le cauchemar de 2002. Par exemple, 40% de l'électorat d'Olivier Besancenot de 2002 a voté pour elle en 2007 (Olivier Besancenot a regagné de nouveaux électeurs dans la jeunesse et dans l'électorat d'extrême-gauche plus traditionnel, totalisant 4,08%, presque autant qu'en 2002, mais avec plus d'électeurs, et devenant le deuxième candidat de la gauche derrière le PS). Et au second tour, elle est la première dans l'électorat très jeune, chez les employés, les ouvriers, les chômeurs, un certain nombre de grandes villes.

Les mêmes calculs d'une partie de l'électorat potentiel anti-sarkoziste, ne trouvant pas d'expression suffisamment attractive à gauche, se sont traduits dans le vote au premier tour pour François Bayrou. Celui-ci, issu d'une droite centriste dite modérée (UDF), d'ordinaire peu puissante, gagne 4,8 millions de voix par rapport à 2002 (avec plus de 18%). Il a donc pu faire croire, affichant des positions très « anti-système », qu'il serait au deuxième tour et qu'il pourrait battre Sarkozy de manière plus certaine que S. Royal. Cela ne s'est pas produit ainsi, mais c'est quand même lui qui polarise les débats entre les deux tours, puisque son score était déterminant pour faire basculer un des deux challengers d'un côté ou de l'autre. S. Royal a alors, entre les deux tours, affiché ostensiblement un projet d'alliance au centre, amplifiant le brouillage des cartes à gauche et ouvrant une crise à venir dans le PS.

Au total, nous avons donc eu de fortes secousses et déplacements de voix vers ces trois « grands » candidats : un mouvement totalement nouveau de l'extrême-droite vers la droite sarkozyste, donc vers un candidat synthétisant le libéralisme débridé, la thématique réactionnaire de Le Pen, et une démagogie populiste ; et un mouvement vers S. Royal et partiellement vers Bayrou du potentiel électoral d'une gauche cherchant à empêcher le pire, mais orpheline d'une expression nouvelle aux

luttres antilibérales qui ont jalonné la dernière période. C'est en définitive le candidat le plus armé, le plus déterminé, qui l'a emporté dans ce bras de fer, dont le dénouement n'était pas donné d'avance.

Refondation

Evidemment, l'élection de Sarkozy aurait été impensable dans les années 1970 et même dans les années 1980-90. Il a fallu une série de reculs sociaux et idéologiques pour que la possibilité d'un tel dénouement soit ouverte. Ouverte, mais pas inéluctable pour autant, car l'action politique a sa propre autonomie.

Les défaites sont évidemment nombreuses, très nombreuses, depuis la crise des années 1974, depuis le chômage de masse, et depuis la trahison des gouvernements de gauche successifs qui ont vidé la gauche de ses repères les plus solides, affaibli les syndicats, brouillé la conscience de classe. De grands services publics ont été privatisés (France Télécom) par la gauche, la protection des droits sociaux par le Code du travail a régressé par des lois initiées par la gauche, aggravées ensuite. La protection sociale a été en partie déconstruite. Le mouvement contre la réforme des retraites en 2003 a perdu. Au total, donc, il est indéniable que la conscience politique de gauche, même si le repère gauche-droite demeure, est érodée, brouillée, surtout dans les couches les plus exploités, les plus fragilisés, permettant à des démagogues de prendre un ascendant idéologique sur des salariés écoeürés, révoltés, méprisés par les puissants et non défendus par les forces qui devraient logiquement le faire. C'est ce qui explique la poussée ancienne du vote Front national jusque dans les milieux populaires.

A l'automne 2005, la révolte des banlieues et de la jeunesse défavorisée (pas seulement immigrée) et en partie désocialisée, a été le révélateur ultime d'une crise de décomposition sociale, mais aussi de l'absence de perspectives pour le mouvement ouvrier progressiste, incapable de se mobiliser, tétanisé par la demande d'ordre et de fermeté venant des populations. Sarkozy, comme ministre de l'intérieur, a su depuis 2002 surfer sur cette demande de sécurité et d'ordre, reconstruisant la droite comme à la fois libérale sur le plan socio-économique et étatiste sur le plan de l'encadrement policier, judiciaire, pénal, des populations.

En fait, le peuple de gauche est traversé par une demande contradictoire qui le déchire en partie, comme si « deux France » s'opposaient : celle qui, à 70%, approuve la mobilisation jeune et populaire contre le CPE et celle qui, à 70%, approuve l'état d'urgence instauré en novembre 2005, pendant la crise des banlieues.

On mesure là les défis de refondation d'une gauche de combat, sociale et politique, existante mais incapable de se fédérer, malgré les succès partiels qu'elle a remporté dans les luttes (mobilisations jeunes) ou contre le traité constitutionnel européen (29 mai 2005).